



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET D'ILLE ET VILAINE**

**RECEPISSE DE DECLARATION  
CONCERNANT L'EPANDAGE DES BOUES  
DES LAGUNES DE LA STATION D'EPURATION COMMUNALE  
DE MONTHAULT**

Nomenclature n° 2.1.3.0

**Le Préfet d'Ille et Vilaine**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Alain JACOBSONNE, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret no 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, et modifié par l'arrêté du 3 juin 1998 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1998 fixant les prescriptions techniques complémentaires à celles de l'arrêté interministériel du 8 janvier 1998 relatives à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées pour le département d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le 5<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et le programme pluriannuel de mesures approuvés le 1<sup>er</sup> décembre 2015 par le Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Sélune approuvé le 20 décembre 2007 par arrêté préfectoral interdépartemental ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, considéré complet en date du 22 mai 2018, présenté par le maire de la commune de MONTHAULT, enregistré sous le n° 35-2018-00117, et relatif à l'épandage sur terrains agricoles des boues issues des lagunes de la station d'épuration de Monthault ;

**Donne récépissé à :**

**Monsieur le Maire de MONTHAULT**

de sa déclaration concernant l'épandage sur terrains agricoles, des boues issues des lagunes de la station d'épuration communale de Monthault.

Ces boues seront épandues sur des parcelles agricoles des communes de Monthault et Louvigné du Désert.

Cette activité relève de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de l'article R.214.1 du code de l'environnement est la suivante :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</b>
<b>2.1.3.0</b>	Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considéré présentant les caractéristiques suivantes : Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0.15 t/an et 40 t/an	Déclaration	Arrêtés du 8/01/1998 et du 3/06/1998

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débuter l'activité avant le 9 juillet 2018 (sauf courrier de la police de l'eau l'autorisant avant cette date)** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R.214.35 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, une copie de ce récépissé sera alors adressée aux mairies de Monthault et Louvigné du Désert où cette opération d'épandage doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de la Sélune pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine durant une période d'au moins six mois.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour les demandeurs et/ou les exploitants dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et pour les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

En application de l'article R.214.40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.172.1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les ouvrages, les travaux et les conditions d'exploitation doivent être conformes au dossier présenté.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216.12 du code de l'environnement.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Rennes, le 23 mai 2018

Pour le Préfet et par délégation,  
la Cheffe du service "Eau et Biodiversité"

  
Catherine DISERBEAU